**SCHNEIDER, Jürgen, *Öffentliches und privates
Wirtschaften in sich wandelnden Wirtschaftsordnungen.
Referate der 18. Arbeitstagung der Gesellschaft für
Sozial- und Wirtschaftsgeschichte vom 7. bis 9. April
1999 in Innsbruck***

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1076>

DOI : 10.4000/ifha.1076

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « SCHNEIDER, Jürgen, *Öffentliches und privates Wirtschaften in sich wandelnden Wirtschaftsordnungen. Referate der 18. Arbeitstagung der Gesellschaft für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte vom 7. bis 9. April 1999 in Innsbruck* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1076> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1076>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

*SCHNEIDER, Jürgen, Öffentliches und
privates Wirtschaften in sich
wandelnden Wirtschaftsordnungen.
Referate der 18. Arbeitstagung der
Gesellschaft für Sozial- und
Wirtschaftsgeschichte vom 7. bis 9.
April 1999 in Innsbruck*

Guillaume Garner

- 1 Le vaste mouvement de contraction de l'intervention des États dans la vie économique des pays européens, qui s'est amorcé dans les années 1970, a conduit nombre d'historiens à s'interroger sur les relations entre « État » et « économie » à travers les siècles. Cette problématique est au cœur de ce recueil d'articles. Son titre n'en reflète pas totalement le contenu, dans la mesure où c'est essentiellement le rôle économique de l'État, les modalités et la portée de son intervention qui sont au centre de ces différentes études .
- 2 En ouverture du volume, J.S. procède à une clarification des définitions, distinguant la « production publique » de la mise à disposition de biens collectifs : l'État peut ainsi produire des biens matériels, mais également des services marchands qui appartiennent à cette sphère de la « production publique ». La notion même d'État est définie selon trois critères : un peuple (« Volk »), un territoire et un pouvoir politique. Le caractère évolutif de cette notion, qui ne recouvre pas les mêmes réalités à l'époque moderne et à l'époque contemporaine, n'est pas pris en compte dans ce rappel de définitions – mais les contributions suivantes portant sur les époques médiévale et moderne rappellent cet aspect. Le concept d'« ordre économique » est enfin défini comme l'ensemble des institutions et des normes qui règlent les relations entre les

différents acteurs économiques, sans pour autant que ces règles et institutions soient forcément de nature économique.

- 3 Deux articles abordent la question en englobant les périodes médiévale et moderne : H. WITTHÖFT étudie le statut de la monnaie et la « politique monétaire » dans l'Empire entre les VIII^e et XVII^e s. suivant une problématique empruntée à l'histoire culturelle et portant sur les structures de longue durée (inspirée de celle suivie par F. Braudel dans sa trilogie *Civilisation Matérielle, Économie et Capitalisme...*), tandis qu'O. VOLCKART aborde le processus de différenciation entre État et société civile dans l'Empire du XII^e au XVIII^e s. en recourant aux outils fournis par l'économie institutionnaliste (la concurrence institutionnelle, les coûts de transaction).
- 4 Deux études de cas s'intéressent à l'intervention publique en matière économique à l'époque moderne : M. DENZEL étudie l'évolution de l'économie publique en Bavière, c'est-à-dire dans le duché de Bavière-Landshut au XV^e s. et dans la principauté électorale de Bavière au XVIII^e s. ; U. SCHIRMER s'intéresse quant à lui à l'essor et aux résultats de la « production publique » en Saxe électorale du milieu du XVI^e au milieu du XVII^e s., à une époque où le rôle croissant des Landstände dans le domaine de la perception des impôts provoque une diminution des revenus fiscaux qui rend nécessaire le développement d'activités économiques publiques.
- 5 Le cas de l'Autriche aux XIX^e et XX^e s. est l'objet de trois études : C. DIRNINGER étudie le rôle des administrations communales autrichiennes dans le domaine des infrastructures d'approvisionnement et des caisses d'épargne, l'intérêt de cette approche étant que les communes se situent à la charnière des sphères de l'État et de la société civile. F. MATHIS, dans un court essai provocant, s'attache à réhabiliter les résultats des entreprises publiques en Autriche après 1945, tandis que J. NAUTZ analyse la politique de régulation économique menée en Autriche entre 1919 et l'adhésion à l'Union Européenne.
- 6 Les trois derniers articles sont plus spécifiquement centrés sur le cas allemand : A. STEINER mène une étude comparative des politiques économiques de l'Allemagne nazie et de la RDA communiste, utilisant pour cela la notion de « bien public » comme prisme d'analyse ; W. FISCHER s'intéresse au rôle joué par la « Treuhandanstalt » dans la transition vers une économie de marché libérale qu'a connue l'ancienne RDA depuis 1989, tandis que la mise au point de N. ANDEL se propose d'évaluer les implications économiques des dépenses entraînées par le fonctionnement de l'État-Providence depuis les années soixante.
- 7 L'intérêt de la problématique et la qualité des recherches exposées contribuent à rendre la lecture de cet ouvrage très stimulante. On se permettra cependant de regretter l'absence de bilan conclusif qui aurait pu souligner les domaines à explorer dans un secteur de la recherche qui semble promis à un bel avenir.
- 8 Guillaume GARNER